



Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

Distr. générale
5 avril 2012

Original: français

Comité des disparitions forcées

Deuxième session

Compte rendu analytique de la première partie (publique)* de la 15^e séance**

Tenue au Palais Wilson, à Genève, le jeudi 29 mars 2012, à 10 heures

Président: M. Decaux

Sommaire

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

Réunion avec les organismes et les institutions du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les institutions nationales de protection des droits de l'homme

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

-
- * Il n'est pas établi de compte rendu analytique pour la deuxième partie (privée) de la séance.
 - ** Il n'a pas été établi de compte rendu analytique pour les 10^e, 11^e, 12^e, 13^e et 14^e séances.

Le présent compte rendu est sujet à rectifications.

Les rectifications doivent être rédigées dans l'une des langues de travail. Elles doivent être présentées dans un mémorandum et être également incorporées à un exemplaire du compte rendu. Il convient de les adresser, *une semaine au plus tard à compter de la date du présent document*, au Groupe d'édition, bureau E.4108, Palais des Nations, Genève.

Les rectifications aux comptes rendus des séances publiques du Comité seront groupées dans un rectificatif unique qui sera publié peu après la session.

La séance est ouverte à 10 h 5.

Réunion avec les États Membres de l'Organisation des Nations Unies

1. **Le Président** souhaite la bienvenue aux participants. Il souligne l'importance pour le Comité de consacrer une séance aux échanges avec l'ensemble des États Membres de l'ONU, les institutions et organismes visés par l'article 28 de la Convention, ainsi que les ONG et les associations de familles, qui sont essentiels pour son travail.
2. À la première session, un cadre technique a été mis en place avec l'adoption du Règlement intérieur provisoire, qui a ensuite été revu et sera publié sur le site du Comité en anglais, puis dans toutes les langues officielles. Trois outils pratiques ont également été mis en place. Des directives exhaustives ont été conçues pour aider les États à élaborer les rapports qu'ils sont tenus de présenter dans les deux ans après l'entrée en vigueur de la Convention, soit en décembre 2012 au plus tard. À ce propos, le Comité espère pouvoir débiter le processus d'examen des rapports en 2013 et s'efforcera d'éviter d'accumuler des retards; un formulaire relatif aux communications individuelles (art. 31 de la Convention) un formulaire a été établi pour faciliter l'examen de la recevabilité et du fond des communications concernant les États qui ont déjà fait la déclaration prévue à l'article 31. Enfin, un formulaire relatif aux demandes d'action en urgence (art. 30) a été établi pour faciliter la saisine du Comité par tous les États parties. Le Comité s'occupera ensuite des communications inter-États visées à l'article 32 et a déjà réfléchi à un cadre conceptuel général pour l'application de l'article 33 et de l'article 34. Il convient également de mettre en place des instruments d'information et de communication plus simples à l'intention du grand public et de mener dans tous les pays une campagne de sensibilisation et d'information sur la Convention qui est encore mal connue.
3. **M. Trapp** (France) remercie le Comité d'avoir convié l'ensemble des États Membres de l'ONU sans se limiter aux États parties. Ces forums d'échanges, qui permettent notamment aux États qui n'ont pas encore ratifié la Convention de comprendre comment le Comité s'acquitte de ses fonctions et de se convaincre ainsi de la nécessité de la ratifier ou du moins d'y adhérer au plus vite, sont très importants. La mise en place rapide du Comité doit être saluée. Le fait de se réunir régulièrement pendant une semaine permet au Comité de prendre en compte tous les enjeux liés à cet instrument particulièrement dense. Les premiers travaux du Comité sont très encourageants et prometteurs.
4. Il faut bien faire la différence entre le Comité et le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires, dont la création est une initiative portée par l'Argentine, la France et le Maroc au Conseil des droits de l'homme. Alors que le Groupe de travail a un rôle humanitaire de lien entre les États et les victimes, le Comité s'assure du respect de la Convention par les États parties. La France encourage les deux organes à se concerter et à travailler en toute complémentarité. La campagne visant la ratification universelle de la Convention, amorcée en 2010 par la France avec l'aide de la société civile, sera relancée dans les prochains mois.
5. La transposition de la Convention dans le droit français se poursuit et le projet de loi permettant de mener à terme cet exercice devrait bientôt être adopté. La France s'engage à rendre son rapport dans les délais prescrits. Dans un souci de sensibilisation, la France participe, en collaboration avec l'Université Paris 2, à l'organisation d'un colloque international sur la Convention, qui se tiendra le 15 mai 2012 à Paris.
6. **M. Achgalou** (Maroc) remercie le Comité d'avoir donné des informations sur sa première année de travaux à l'ensemble des États Membres, y compris ceux qui ne sont pas parties à la Convention; la réunion a une importance particulière pour le Maroc, qui devrait adhérer à la Convention dans le courant de l'année 2012. Cette adhésion marque

l'aboutissement de la coopération entre le Groupe de travail et le Maroc, qui a été marquée en 2009 par la visite du Groupe de travail, lors de laquelle le Maroc s'était engagé à mettre fin aux disparitions forcées.

7. D'aucuns ont craint qu'il n'y ait un chevauchement des mandats des deux organes, et pour dissiper tout doute à ce sujet il serait utile d'avoir des détails sur la façon dont l'un et l'autre vont travailler afin d'éviter tout double emploi.

8. **Le Président** précise que le Comité a rencontré le Groupe de travail dès sa première session. Les deux organes ont publié à cette occasion un communiqué conjoint et ont décidé de renforcer leurs liens formels et informels. Un membre du Groupe de travail participera à la deuxième partie de l'échange de vues et M^{me} Janina, Vice-Présidente du Comité, se rendra à la conférence sur les femmes et les disparitions forcées qui sera organisée par le Groupe de travail à Addis-Abeba. En outre, conformément aux dispositions de la résolution de l'Assemblée générale relative aux disparitions forcées ou involontaires, les présidents du Comité et du Groupe de travail présenteront en même temps leurs rapports à l'Assemblée générale des Nations Unies à l'automne 2012.

9. Au-delà des aspects institutionnels, la protection des personnes contre les disparitions forcées est un objectif commun du Comité et du Groupe de travail. Pour l'atteindre, l'un et l'autre se doivent de garantir la cohérence des concepts et des définitions et de travailler en étroite collaboration, s'agissant en particulier des observations générales ou de l'interprétation des textes. De même, il ne peut pas y avoir de concurrence de procédure, ne serait-ce que parce que les champs de compétence des deux organes sont bien délimités: le Groupe de travail a un mandat humanitaire très large, qui a une dimension historique, alors que le Comité a un mandat quasi-juridictionnel qui ne vaut qu'à partir de la ratification. Le Comité ne défend les intérêts que des États parties et ne prend en considération que les disparitions forcées ayant eu lieu après la ratification. Il sera peut-être nécessaire de rationaliser les procédures dans une vingtaine d'années mais actuellement, il y a suffisamment de travail pour les deux organes qui entendent mener leurs travaux dans un bon esprit de coopération et de cohérence juridique.

10. **M. Huhle** ajoute que le Comité a la chance d'avoir désormais comme secrétaire l'ancienne secrétaire du Groupe de travail, ce qui représente une aide précieuse et permet une étroite collaboration entre les deux organes, le Comité pouvant ainsi faire fond sur les connaissances du Groupe de travail.

11. **M. Alukaili Haidar** (Iraq) dit que l'Iraq attend avec intérêt les instructions du Comité concernant la soumission des rapports, ainsi que la façon de mettre en œuvre les articles 2, 3 et 4, qui portent sur l'incrimination de la disparition forcée. Depuis la chute de la dictature, en 2003, l'Iraq attache une grande importance à la question des droits de l'homme. Avec le concours de l'ONU et des États amis, le Gouvernement a pris des mesures importantes pour assurer la protection et la promotion de ces droits: la Constitution garantit désormais tous les droits et les libertés fondamentales, des lois ont été adoptées ou abrogées, et des institutions chargées des droits de l'homme ont été créées, comme le Ministère des droits de l'homme et la Commission indépendante des droits de l'homme.

12. Convaincu de la nécessité de s'attaquer au fléau des disparitions forcées, que la population subit depuis très longtemps, et sachant que des milliers de personnes sont toujours portées disparues, l'Iraq a adhéré à la Convention, qui fait partie intégrante de la législation nationale. Après la chute de la dictature, plusieurs lois ont été adoptées concernant les disparitions forcées, notamment une loi relative aux fosses communes, qui établit des mécanismes de coopération et de traitement des dossiers concernant plus de 500 000 victimes du régime déchu et a permis que des analyses d'ADN soient effectuées. L'Iraq s'efforce également d'offrir une réparation et d'aider les familles des personnes disparues à retrouver leurs proches en facilitant l'intervention des équipes d'inspection dans

les prisons, en essayant de pallier les dysfonctionnements dans le traitement des dossiers et en renforçant la collaboration entre les Ministères de l'intérieur, de la justice et de la défense.

13. L'Iraq est reconnaissant des efforts déployés et il ne doute pas que le Comité l'aidera à compléter la structure déjà établie pour faire face aux disparitions forcées et le fera bénéficier du savoir-faire nécessaire pour traiter les dossiers en souffrance.

14. **M. Silva** (Uruguay) donne au Comité l'assurance du soutien sans réserve de l'Uruguay, qui tire fierté de ce que celui-ci compte un Uruguayen parmi ses membres. Comme la France, l'Uruguay estime qu'il serait particulièrement utile d'organiser une rencontre visant à mieux faire connaître les travaux du Comité et, à la prochaine session du Conseil des droits de l'homme, dont il assurera la présidence, il compte faire une proposition dans ce sens. En outre tant que le Comité des disparitions forcées n'est pas submergé de rapports, il devrait coopérer avec les autres comités et réfléchir aux moyens d'organiser le plus rationnellement possible ses travaux, dans l'intérêt des États parties et de ses propres activités.

15. **Le Président** dit qu'il serait utile, à ce stade, de faire un tour de table afin que les membres du Comité se présentent, en indiquant les fonctions qu'ils occupent dans leur pays.

16. **M. Al-Obaidi** dit qu'il travaille dans le domaine des droits de l'homme depuis 2003 et a une expérience de la législation et des textes juridiques. Le Comité a amorcé l'élaboration d'une base de données et sera saisi des premiers rapports au courant de l'année.

17. **M. Camara** dit qu'il est magistrat et exerce à la Cour suprême du Sénégal. Il souligne l'importance de la présence aux réunions du Comité de représentants des États parties et d'États qui ne sont pas encore parties, car la tâche du Comité sera grandement facilitée si les États parties s'acquittent des obligations qui leur incombent en vertu de la Convention, consistant notamment à adapter leur législation nationale aux termes de la Convention, poursuivre les responsables des disparitions forcées et les traduire en justice, et veiller à la juste réparation des dommages subis par les victimes.

18. **M. Garcé García y Santos** rappelle les relations bidirectionnelles entre le Comité et les États et souligne les trois notions primordiales sur lesquelles est fondé le Comité: l'indépendance, l'autonomie et la collaboration. Les États peuvent s'inspirer des directives établies afin que leurs rapport non seulement soient présentés dans les délais, mais contiennent des informations substantielles et pertinentes. Le Comité estime qu'il ne s'agit pas seulement de légiférer; il faut aussi veiller à ce que les lois soient bien conçues et cohérentes, et tiennent compte des dispositions de la Convention. En outre, la collaboration entre les États et entre les États et la société civile est indispensable. Ainsi, l'Uruguay a collaboré avec l'Argentine dans l'affaire Gelman qui concernait la disparition en 1976 d'une jeune femme argentine, mettant en cause des agents uruguayens et argentins. Il s'agit d'un exemple notable d'entraide car l'affaire n'a pu être réglée que grâce à la collaboration de l'État argentin et à la participation de la société civile. Enfin, il est essentiel que les États ratifient la Convention et reconnaissent la compétence du Comité pour recevoir des communications conformément aux articles 31 et 32.

19. **M. Hazan** dit qu'au cours des neuf dernières années, il a défendu la cause des enfants disparus en Argentine, en tant qu'avocat des Grands-mères de la place de Mai. Il importe que le Comité maintienne la dynamique de collaboration qu'il a instaurée. Les échanges de vues avec les États et d'autres parties prenantes permettent au Comité d'affiner ses méthodes de travail grâce aux propositions formulées. En ce qui concerne les rapports attendus des États parties, il est souhaitable que le Comité soit saisi de rapports le plus

rapidement possible, afin qu'il puisse commencer cette partie de ses activités dès sa prochaine session.

20. **M. Huhle** dit qu'il est actuellement membre de l'Institut allemand des droits de l'homme. Il appelle l'attention sur la procédure d'examen des demandes d'action en urgence établie à l'article 30 de la Convention. Il s'agit d'une procédure entièrement nouvelle, qui pourrait permettre de sauver des vies et les États et les particuliers sont vivement engagés à l'utiliser quand une situation leur semblera le justifier.

21. **M^{me} Janina** dit qu'elle est juriste au Ministère albanais des affaires étrangères. Elle souhaite appeler l'attention sur la question des femmes et des enfants, qui sont particulièrement touchés par les disparitions forcées, et demande aux États partie d'accorder une attention particulière à ces groupes vulnérables. Ils devront rendre compte dans leurs rapports au Comité des mesures qu'ils auront prises à cette fin et expliquer s'ils ont prévu, comme les y engage l'article 7 b) de la Convention, des circonstances aggravantes pour ceux qui se sont rendus coupables de la disparition forcée de femmes enceintes ou de mineurs.

22. **M. López Ortega** dit qu'il est juge au tribunal pénal de Madrid. Dès sa première session le Comité a accordé une grande importance à l'élaboration de méthodes de travail et d'un règlement intérieur qui lui permettront d'accomplir efficacement son mandat. La collaboration des États parties sera également indispensable pour aider le Comité à examiner les communications individuelles et à répondre aux demandes d'action en urgence.

23. **M. Mulembe** note avec satisfaction la présence d'un grand nombre d'États parties et souligne que l'efficacité des travaux du Comité dépendra étroitement de l'augmentation du nombre d'adhésions qui, dans l'idéal, devrait atteindre 100 % eu égard à l'universalité du phénomène des disparitions.

24. **M. Yakushiji** dit qu'il est professeur de droit international. Pendant la session en cours, le Comité adoptera son règlement intérieur et des directives pour l'établissement des rapports présentés au titre de l'article 29. Il espère que les États qui ont ouvert la voie en ratifiant la Convention donneront également l'exemple pour ce qui est de sa mise en œuvre. Il demande aux représentants des États parties d'encourager leurs gouvernements à soumettre dans les délais le premier rapport au titre de l'article 29.

25. **Le Président** dit qu'il est professeur de droit international à l'Université de Paris-II. La composition du Comité, qui compte 10 experts, permet de constituer une diversité géographique et intellectuelle tout en conservant un esprit collégial propice à un travail collectif efficace. Le Président a signé à titre personnel le document final de la réunion de Dublin II relatif au processus de renforcement des organes conventionnels dès la première session et le Comité a décidé à sa deuxième session d'appuyer ce document à titre collectif. Dans une logique de renforcement et de coordination, le Comité a élaboré son règlement intérieur en tenant compte des meilleures pratiques des autres organes conventionnels tout en tenant compte des innovations de la Convention.

La séance est suspendue à 11 heures; elle est reprise à 11 h 10.

Réunion avec les organismes et les institutions du système des Nations Unies, les organisations intergouvernementales et les institutions nationales de protection des droits de l'homme

26. **M. El Hajjé** (Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires) dit que le mandat du Comité des disparitions forcées complète dûment l'édifice de protection des droits de l'homme dans le domaine de la disparition forcée. Tout indique que la Convention internationale pour la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées

répond à une attente de la communauté internationale. Le Groupe de travail, institué par la résolution 20 (XXXVI) de la Commission des droits de l'homme, a vocation universelle. Il a d'abord eu un mandat humanitaire consistant à servir d'intermédiaire entre les familles des victimes, les sources d'information et les États concernés afin de déterminer le sort de la victime et le lieu où elle se trouve. Par la suite, avant l'adoption de la Convention, il a également été chargé de surveiller l'application par les États de la Déclaration sur la protection de toutes les personnes contre les disparitions forcées.

27. La «disparition forcée», strictement définie dans le préambule de la Déclaration, ne porte pas sur les actes de privation de liberté commis par des personnes qui n'ont pas de liens directs ou indirects avec l'État ou ses organes et qui n'ont pas reçu son consentement explicite ou implicite.

28. Le Groupe de travail suit une méthode bien définie, consistant à déterminer si les six conditions de recevabilité des requêtes qui lui sont adressées sont réunies. Une fois qu'une communication est déclarée recevable, il peut lancer soit une procédure d'urgence, lorsque le crime s'est produit dans les trois mois précédant la réception de la requête, soit la procédure habituelle, qui vise les cas survenus plus de trois mois avant réception de la requête. Le Groupe de travail accorde une attention particulière aux affaires concernant des personnes vulnérables, en particulier des femmes, des enfants et des personnes âgées.

29. Le Groupe de travail reste saisi d'une affaire tant qu'elle n'a pas été élucidée ou classée ou qu'il n'en a pas suspendu l'examen. Il considère qu'une affaire est élucidée lorsque le sort de la victime ou le lieu où elle se trouve est clairement établi et que des renseignements détaillés sont obtenus à l'issue des recherches menées par toutes les parties, notamment dans le cadre de missions d'enquête menées sur le terrain par des organisations internationales, que la personne concernée soit en vie ou décédée. Une affaire est réglée lorsque les autorités compétentes émettent une déclaration d'absence résultant d'une disparition forcée ou une déclaration de présomption de décès et que les proches de la victime ou d'autres parties intéressées expriment librement et catégoriquement leur volonté de ne pas poursuivre les recherches. Le droit à une indemnisation intégrale doit être respecté dans tous les cas. Exceptionnellement, le Groupe de travail peut décider d'interrompre l'examen d'une affaire si la famille de la victime exprime librement et catégoriquement sa volonté de ne pas poursuivre l'enquête ou si la source n'est plus en mesure d'agir ou a disparu et que le Groupe de travail n'a pas réussi à la remplacer. Lorsque la source avance des informations démontrant clairement qu'une affaire a été classée sans suite ou qu'il a été mis fin par erreur à son examen, le Groupe de travail rouvre l'affaire et en fait état dans son rapport annuel au Conseil des droits de l'homme.

30. Le Groupe de travail dispose d'autres mécanismes de protection: les appels urgents, qui sont lancés par exemple lorsque des allégations indiquent qu'une personne a été arrêtée et a subi une disparition forcée ou risque de disparaître, l'intervention immédiate, indiquée notamment en cas de persécutions des proches d'une victime de disparition forcée, et les allégations générales, que le Groupe de travail porte régulièrement à la connaissance des gouvernements concernés en les invitant à les commenter. La coopération avec les autres mécanismes des droits de l'homme est également utilisée.

31. Le Groupe de travail effectue des visites dans les pays afin de renforcer le dialogue avec les autorités concernées et les familles des victimes, élucider les affaires de disparition forcée qui lui sont signalées et étudier les pratiques suivies par les gouvernements pour faire la lumière sur ces affaires, appliquer la Déclaration et protéger les droits des victimes.

32. Le Groupe de travail présente chaque année au Conseil des droits de l'homme un rapport sur toutes les activités relevant de son mandat, y compris les visites de pays et tout autre renseignement utile. Il fait paraître également des communiqués de presse et des Observations générales, dans lesquelles il donne un aperçu de la situation dans le monde en

ce qui concerne les disparitions forcées et sa propre interprétation des articles de la Déclaration. Il formule également des recommandations concernant l'application de la Déclaration, les obstacles rencontrés et les mesures à prendre par les États pour prévenir les disparitions forcées ou remédier à la situation ou quand la disparition s'est produite. Pour le Groupe de travail, la disparition forcée est un crime autonome et continu, qui porte atteinte à presque tous les droits de l'homme et les libertés fondamentales, y compris à ceux des proches de la victime et de sa famille. M. El Hajjé ne doute pas que le Groupe de travail et le Comité des personnes disparues sauront unir leurs forces pour remplir rapidement et efficacement leur mandat, dont les objectifs principaux sont de sauver les victimes de disparitions forcées, d'aider leur famille et leurs proches et d'attirer l'attention des États sur leurs obligations en matière de défense des droits de l'homme.

33. **M^{me} Moodie** (Fonds des Nations Unies pour l'enfance – UNICEF) dit que l'UNICEF est heureux de collaborer avec le Comité des disparitions forcées. De par son mandat, il collabore déjà régulièrement avec le Comité des droits de l'enfant, concernant notamment l'élaboration des observations générales, et il contribue activement à l'établissement des rapports que les États parties doivent soumettre à ce comité. En outre, l'UNICEF a entrepris d'instaurer une collaboration avec tous les organes créés en vertu d'instruments internationaux avec lesquels il ne l'a pas encore fait. Bien que, de façon générale, les activités de l'UNICEF ne portent pas spécifiquement sur les disparitions forcées, ses bureaux dans certains pays ont été amenés à travailler sur cette question. À l'heure où le Comité va commencer à examiner des rapports de pays, l'UNICEF entend porter davantage d'attention à la question des disparitions forcées, dans le travail de ses bureaux dans les pays. Il est disposé à apporter au Comité tout soutien que celui-ci jugera utile.

34. **M. Ojeda** (Comité international de la Croix-Rouge – CICR) dit que le CICR a apporté son soutien à la Convention dès le début en invitant les États à la ratifier et à la mettre en œuvre, comme l'illustre la déclaration faite en 2006 par le Vice-Président du CICR devant le Conseil des droits de l'homme. Le CICR promeut également cet instrument dans le cadre d'autres institutions multilatérales, telles que le Conseil de l'Europe. La Convention joue un rôle primordial en ce qui concerne la prévention des disparitions forcées et le CICR l'utilise dans son dialogue avec les autorités concernées. Le CICR est heureux de pouvoir collaborer avec le Comité et partager avec lui ses compétences concernant notamment la question des personnes disparues pour répondre du mieux possible aux besoins des familles des personnes disparues.

35. **M. Forst** (Comité international de coordination des institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme – CIC) dit qu'en tant qu'organes créés par la constitution ou par la loi, les institutions nationales pour la promotion et la protection des droits de l'homme ont, parmi les attributions conférées par leur mandat, la charge de mener des enquêtes sur les violations des droits de l'homme, de publier des rapports, d'exercer des fonctions de surveillance et de fournir des conseils juridiques et politiques aux États pour garantir le respect des instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme. Leur mandat national et leurs relations internationales font que ces institutions sont idéalement placées pour soutenir le travail des organes conventionnels. Elles peuvent leur fournir des informations indépendantes et crédibles sur la situation dans les pays et appeler à la ratification des instruments internationaux, dont la Convention. Elles ont un rôle clef dans le suivi des recommandations des organes conventionnels au niveau national et travaillent actuellement à l'harmonisation de leurs méthodes de travail dans ce domaine. Le CIC et ses membres se félicitent de l'occasion qui leur est donnée de rencontrer le Comité des disparitions forcées pour étudier les possibilités et les modalités de coopération entre le Comité et les institutions nationales de protection des droits de l'homme.

37. Le CIC a noté avec une vive satisfaction la mention expresse des institutions nationales des droits de l'homme dans le Règlement intérieur du Comité, qui prévoit que les institutions nationales pourront soumettre des documents écrits et faire des déclarations orales et écrites pendant les sessions du Comité, y compris, lorsque cela est possible, par vidéoconférence. Pour renforcer encore davantage la coopération entre les deux organes, le CIC souhaite que le Comité autorise les institutions nationales des droits de l'homme à contribuer à ses travaux à tous les stades, dans le cadre notamment de la procédure d'intervention urgente établie par l'article 30, des procédures de suivi, des procédures de communication et des visites dans les pays. Le CIC reconnaît le rôle clef du Comité dans l'élaboration de directives, y compris des observations générales, pour les États et autres parties prenantes aux fins de la mise en œuvre effective de la Convention au niveau national; il invite le Comité à veiller à ce que ses méthodes de travail permettent une participation effective de toutes les parties prenantes et des consultations avec celles-ci. Le CIC et les institutions nationales des droits de l'homme se sont engagés à soutenir le travail important que le Comité a entrepris et attendent avec intérêt une coopération fructueuse qui contribuera à renforcer la protection des droits de l'homme sur le terrain.

38. **Le Président** dit qu'il a noté les suggestions des institutions nationales de protection des droits de l'homme concernant leur participation aux différents stades de la procédure. Quand il a élaboré son Règlement intérieur, le Comité s'est demandé s'il serait possible d'utiliser la pratique des *amici curiae*, compte tenu de la confidentialité exigée pour les demandes d'action en urgence présentées en vertu de l'article 30 de la Convention. Il souhaiterait savoir si les méthodes de travail du Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires prévoient l'utilisation d'une telle procédure de consultation extraordinaire, ou si des institutions nationales des droits de l'homme ont une expérience dans ce domaine.

39. **M. El Hajjé** (Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires) dit que les méthodes de travail du Groupe de travail ne mentionnent pas la pratique des *amici curiae* avec les institutions nationales de protection des droits de l'homme, ce qui n'est pas étonnant puisque ces institutions n'existaient pas encore à l'époque où le Groupe de travail a été créé. Cette pratique est toutefois mise en œuvre avec les organisations non gouvernementales ou les sources qui signalent les disparitions forcées. M. El Hajjé soulèvera la question d'une telle procédure de consultation extraordinaire à la prochaine réunion du Groupe de travail.

40. **M. Garcé García y Santos** dit que dès sa première session, le Comité a établi avec le Groupe de travail une collaboration fructueuse qui devrait permettre aux deux organes d'œuvrer ensemble à la réalisation de leur objectif commun tout en préservant leur indépendance. Il est réjouissant que le rôle préventif de la Convention ait été mentionné, car il s'agit effectivement d'un facteur clef pour encourager les États à ratifier la Convention et à reconnaître la compétence conférée au Comité par les articles 31 (examen des communications émanant de particuliers) et 32 (examen des communications émanant d'États parties).

41. **Le Président** dit qu'il serait utile de savoir comment les organisations non gouvernementales envisagent la question de l'*amicus curiae*, et souligne que la difficulté est de trouver un juste équilibre entre transparence et confidentialité.

42. **M. Forst** (CIC) indique que plusieurs institutions nationales de protection des droits de l'homme agissent déjà en tant qu'*amici curiae*, soit individuellement ou collectivement. Ainsi, le Groupe européen des institutions nationales de protection des droits de l'homme pratique depuis plusieurs années devant la Cour européenne des droits de l'homme. Les pratiques mises en place permettent de préserver la confidentialité. Le CIC mène actuellement une réflexion à ce sujet avec le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale, et il pourrait être utile que les deux comités examinent ensemble la question.

43. **M. Relva** (Amnesty International) dit que les *amici curiae* constituent une pratique positive. Amnesty International a déjà soumis des mémoires d'*amicus curiae* devant la Cour interaméricaine des droits de l'homme, la Cour européenne des droits de l'homme et la Cour pénale internationale et espère pouvoir également le faire, à l'avenir, auprès de la Cour internationale de Justice.

44. **Le Président** dit qu'il faudrait étudier la possibilité de publier sur le site Web du Comité le résumé des communications en donnant suffisamment d'indications pour qu'un *amicus curiae* soit utile, sans toutefois donner trop de précisions sur la victime et les autres personnes concernées.

45. **M. Huhle** dit qu'il serait intéressant pour le Comité, en tant qu'organe récemment créé, d'entendre des observations concernant le renforcement du système des organes conventionnels.

46. **M^{me} Moodie** (UNICEF) dit que l'UNICEF soutient le renforcement du système des organes conventionnels et que le document final de la réunion de Dublin II prévoit des solutions utiles à ce sujet.

47. **M. Forst** (CIC) dit que les institutions nationales de protection des droits de l'homme ont une certaine pratique dans ce domaine et ont formulé des recommandations à ce sujet, notamment dans la Déclaration de Marrakech concernant le renforcement des organes conventionnels et les possibilités de coopération avec la société civile et les institutions nationales. Ce document pourrait être utile au Comité.

48. **Le Président** remercie les intervenants de leur contribution concernant tant les questions d'organisation que les questions thématiques. Le Comité n'hésitera pas à solliciter les institutions dont ils sont les représentants, qui ont une grande expérience dans les domaines relevant du mandat du Comité.

La séance est suspendue à 11 h 55; elle est reprise à 12 h 5.

Réunion avec les organisations non gouvernementales et autres parties prenantes

49. **Le Président** dit que le Comité est heureux de pouvoir s'entretenir avec toutes les parties prenantes, notamment les organisations non gouvernementales, les associations de familles et les représentants de la société civile. Les organisations non gouvernementales présentes sur le terrain jouent un rôle important car elles peuvent communiquer au Comité des informations en vertu des articles 30 ou 31 qui permettent de déclencher une procédure quasi juridictionnelle. Les pouvoirs conférés au Comité par les articles 30 (action en urgence), 31 (compétence du Comité pour examiner les communications émanant de particuliers), 33 (visites dans les pays) et 34 (saisine de l'Assemblée générale) devront être exercés avec discernement lorsque les circonstances le nécessiteront. Le Comité n'est pas encore en mesure d'élaborer des observations générales, mais il a commencé une réflexion générale sur différents thèmes, notamment la responsabilité des acteurs non étatiques et la responsabilité primaire de l'État en cas de disparitions forcées attribuées à des acteurs non étatiques. Le Comité espère entretenir une collaboration fructueuse avec les parties prenantes, qui ont toutes un rôle particulier à jouer.

50. **M. Relva** (Amnesty International) dit qu'il est préoccupant que cinq ans après son adoption par l'Assemblée générale, la Convention n'ait été ratifiée que par 31 États; le Comité devrait engager les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier cet instrument ou à y adhérer. Il devrait également rappeler aux États que les déclarations interprétatives susceptibles de constituer des réserves prohibées, comme celle que l'Allemagne a faite à l'égard de l'article 24, ne doivent pas être émises ou, si elle l'ont déjà été, doivent être retirées dans les plus brefs délais. Le Comité ne devrait pas interpréter l'absence d'objections par les États parties à une déclaration unilatérale contraire à l'objet et au but de

la Convention comme une acceptation de cette déclaration. Il ne devrait en aucun cas être limité dans l'exercice de ses attributions par les déclarations d'États parties et devrait donner sa propre interprétation de la Convention, en toute indépendance. Amnesty International est également préoccupée par le fait que seuls douze États ont reconnu la compétence du Comité pour recevoir et examiner des communications présentées par des personnes ou pour le compte de personnes relevant de sa juridiction qui se plaignent d'être victimes d'une violation des dispositions de la Convention. Le Comité voudra peut-être soulever cette préoccupation auprès des États parties qui n'ont pas fait les déclarations prévues aux articles 31 et 32. La non-application des dispositions de la Convention par la grande majorité des États parties est également une source d'inquiétude. Amnesty International a élaboré une liste des principes à respecter pour la mise en œuvre effective de la Convention, qui explique ce que les États parties sont tenus de faire en vertu de la Convention et ce qu'Amnesty International leur recommande de faire pour respecter les normes les plus élevées du droit international. La liste des principes à respecter vise à aider les États à déterminer rapidement si leurs juridictions ou d'autres autorités sont en mesure de mettre en œuvre des dispositions particulières de la Convention, ou s'il est nécessaire d'élaborer de nouveaux textes ou de modifier la législation existante.

51. En ce qui concerne la transmission des recommandations (art. 60 du Règlement intérieur) il pourrait être utile que le Comité puisse transmettre les cas de représailles visant des proches de personnes disparues non seulement aux autorités compétentes de l'État partie, mais également à d'autres parties prenantes, comme les titulaires de mandat au titre des procédures spéciales, le Secrétaire général de l'ONU ou le Haut-Commissariat aux droits de l'homme. Pour ce qui est des observations finales, il est important qu'elles soient rendues publiques immédiatement après avoir été adressées à l'État partie, et le Comité voudra peut-être le préciser à l'article 52 du Règlement intérieur, qui porte sur le suivi des observations finales. Au sujet de l'examen des communications émanant de particuliers présentées en vertu de l'article 31, bien que la Convention dispose qu'il doive avoir lieu à huis clos, elle n'impose pas la confidentialité pour tous les aspects de la procédure. Il serait utile que le Comité examine quels éléments de la procédure pourraient être rendus plus ouverts et transparents que ce qui est actuellement prévu aux articles 63 à 78 du Règlement intérieur. Peut-être serait-il par exemple possible que le Comité, tout en respectant la confidentialité inhérente à l'examen de la communication et, le cas échéant, l'anonymat de l'auteur, établisse une liste des communications en cours d'examen en indiquant brièvement l'objet de la communication, les articles de la Convention invoqués et l'État partie concerné. Cette pratique permettrait à des tierces parties d'intervenir avec davantage d'efficacité.

52. Pour ce qui est des visites dans les pays en vertu de l'article 33, il est arrivé que des titulaires de mandats au titre des procédures spéciales reçoivent de nombreuses plaintes dénonçant des violations graves des droits de l'homme, mais qu'ils ne puissent se rendre sur les lieux pour examiner la situation parce que l'État refusait leur visite. Cela ne les a néanmoins pas empêchés de rendre publiques les plaintes qui étaient fondées. Amnesty International engage le Comité à réfléchir aux mesures qu'il pourrait prendre en pareil cas. L'organisation a prévu de mener une campagne de deux ans pour promouvoir la ratification de la Convention dans 10 pays de cinq régions du monde et encourager les États à faire les déclarations prévues aux articles 31 et 32 de la Convention.

53. **Le Président** dit que le Comité partage les préoccupations exprimées au sujet du niveau de ratification. Il faut créer une véritable dynamique et encourager les États à déclarer, au moment de ratifier, qu'ils reconnaissent la compétence du Comité, comme il est prévu aux articles 31 et 32 de la Convention. Une lettre a été adressée à tous les États Membres pour appeler leur attention sur ce point. Le Comité saisira toutes les occasions pour réitérer cet appel. L'organisation, par les ONG et les institutions nationales, de campagnes ciblées ne peut qu'être utile à cette fin.

54. Pour ce qui est de l'article 33 de la Convention, le Comité a prévu le cas où l'État mis en cause ne souhaiterait pas autoriser les membres du Comité à effectuer une visite. Il peut alors procéder à des auditions à l'extérieur du pays. L'absence de visite ne l'empêchera pas de faire son travail et d'établir un rapport. De plus, les dispositions de l'article 34 visent un degré de gravité supérieur à celles de l'article 33. Le Président approuve l'idée de présenter un résumé des communications.

55. **M. Huhle** demande à M. Relva de donner plus de détails sur les objections d'Amnesty International à la déclaration de l'Allemagne et d'expliquer en quoi cette déclaration pourrait constituer une réserve. Il en sera tenu compte quand le rapport de l'Allemagne sera examiné.

56. **M. Hazan** accueille avec intérêt la proposition tendant à ce que le Comité fournisse une liste des communications en cours d'examen qui comprendrait notamment un résumé et la mention de l'État partie concerné. Il souhaiterait savoir quel type d'intervention M. Relva vise lorsqu'il déclare que cette pratique permettrait aux tierces parties d'améliorer l'efficacité de leurs interventions devant le Comité. Il ajoute que la pratique de l'*amicus curiae* pourrait faciliter les discussions antérieures à l'examen d'un rapport et les questions du Président aux autres parties intéressées.

57. **M. Relva** (Amnesty International) réaffirme que la pratique de l'*amicus curiae* rendrait le processus plus transparent et permettrait aux ONG de faire connaître au Comité leurs vues sur les cas signalés et sur la façon dont la Convention devrait être interprétée.

58. **M^{me} Jeannin** (Fédération internationale de l'Action des chrétiens pour l'abolition de la torture (FIACAT)) accueille avec satisfaction la décision du Comité de consacrer le premier de ses débats thématiques à la question des femmes et des enfants victimes de disparition forcée. Elle demande si le débat inscrit au programme de la 16^e séance sera ouvert au public et s'il est prévu de consulter la société civile à un certain stade de la procédure. La FIACAT est convaincue qu'une implication de la société civile dans le choix des débats thématiques et sa participation aux discussions elles-mêmes ne peuvent qu'enrichir les travaux du Comité. Elle demande instamment au Comité d'ouvrir dans les prochains mois un processus participatif et d'inviter les représentants de la société civile à y exprimer leurs vues et à soumettre des propositions.

59. La FIACAT souligne l'importance cruciale des visites dans les pays qui pourraient être menées par le Comité. Autant que possible, les visites planifiées devraient être annoncées très longtemps à l'avance pour permettre une participation importante de la société civile. Le Comité est vivement engagé à promouvoir la mise en œuvre effective de la Convention par le biais des lois internes des États parties et à élaborer des lignes directrices et des instruments pour aider les États parties dans ce domaine.

60. **Le Président** dit que le débat thématique ne se déroulera pas en séance publique, car les membres du Comité ont jugé préférable d'avoir entre eux une réflexion sur les méthodes et sur l'organisation des travaux, en tenant compte notamment des autres processus. Au stade actuel, il serait tout à fait prématuré pour le Comité de formuler des observations générales. Il devra faire des déclarations plus simples et plus conceptuelles pour éclairer certaines questions relatives à la Convention, en particulier la notion de victime et la problématique des acteurs non étatiques. Lorsque le Comité aura des documents de travail, il les soumettra à la société civile et à toutes les parties prenantes.

61. Au-delà de la procédure très juridique de l'*amicus curiae*, il y a bien des manières dont les ONG et les parties prenantes peuvent aider le Comité, en lui communiquant des informations. Les institutions nationales tout comme les ONG joueront un rôle essentiel à tous les stades de l'examen des rapports – préparation, discussion et suivi. De même, le Comité a la possibilité de recevoir des informations par d'autres moyens que ceux prévus à l'article 31, qui établit une procédure quasi juridictionnelle. Ainsi, les articles 33 et 34

visent des informations qui proviendront des ONG. Il existe toute une série de canaux de communication que les ONG, qu'elles soient généralistes, spécialisées ou de terrain, peuvent utiliser pour faire remonter les informations jusqu'au Comité.

62. **M^{me} Hearn** (Association pour la prévention de la torture (APT)) s'enquiert de la teneur des discussions que le Comité a tenues en séance privée sur la stratégie en vue d'obtenir la ratification et l'élaboration de modèles de loi (point 6 c) de l'ordre du jour). Elle souhaiterait savoir si le Comité prévoit d'élaborer des modèles de loi sur les disparitions forcées et, si tel est le cas, selon quelles modalités les ONG participeraient à ce processus.

63. **Le Président** répond que le Comité a esquissé toute une série de pistes concrètes pour mieux faire connaître la Convention. Outre le règlement intérieur provisoire et les outils méthodologiques, il existe un troisième niveau qui est celui de la communication et de l'information destinée au grand public. Il faut actualiser la fiche d'information sur les disparitions forcées et élaborer de petits fascicules expliquant très simplement comment utiliser la Convention. La stratégie consiste également à sensibiliser les États eux-mêmes, notamment au niveau régional par le biais d'ateliers, mais aussi par des initiatives universitaires. Le Comité saisira toutes les occasions de faire connaître la Convention et d'expliquer l'utilité et le fonctionnement de cet outil très complexe. La Liste des principes à respecter établie par Amnesty International est très utile à cet égard.

64. Les États ont parfois le sentiment que les obligations découlant de la Convention sont trop difficiles à transposer en droit interne. Des modèles de loi pourraient donc être utiles mais le Comité n'a jamais eu l'idée d'adopter un modèle unique. Le Groupe de travail sur les disparitions forcées ou involontaires a établi un recueil de bonnes pratiques qui prévoit diverses variantes en fonction des modèles juridiques. Après l'examen des rapports périodiques, le Comité devra à son tour recenser les bonnes pratiques. De même, à l'issue des ateliers régionaux, il pourra déterminer s'il existe des lois pouvant servir de modèle. Il ne suffit pas cependant de retenir un modèle de loi pénale puisque de nombreux éléments de la Convention relèvent du droit civil.

65. **M. Garcé García y Santos** souhaite mettre l'accent sur les éléments de la Convention qui portent sur la prévention, notamment les articles 16 à 18. En ce qui concerne la stratégie de travail, les membres du Comité tiennent à souligner la nécessité de promouvoir le dialogue régional et de donner une impulsion aux mécanismes nationaux de prévention. En ce qui concerne l'Amérique latine, il convient pour des raisons évidentes d'accorder la priorité à l'Amérique centrale et au Mexique.

66. **M. Hazan** constate que nombre des documents fournis par les organisations de la société civile dans le cadre du processus de renforcement des organes conventionnels évoquent la question de l'*amicus curiae*. Il demande aux participants s'ils jugent souhaitable que le Comité intègre dans ses pratiques des mécanismes de règlement à l'amiable.

67. **M. Relva** (Amnesty International) dit qu'Amnesty International considère que les mécanismes de règlement à l'amiable sont très positifs mais, en principe, neutres. Si l'État concerné se contente de reconnaître qu'il y a eu un cas de disparition forcée cela n'est pas suffisant. En revanche le règlement à l'amiable est acceptable si l'État s'engage à reconnaître sa responsabilité dans la disparition forcée et prend les mesures nécessaires pour assurer une réparation et une indemnisation, retrouver les corps des victimes, garantir la non-répétition, indemniser et modifier sa législation. Tout dépendra de l'interprétation que fera le Comité.

68. **Le Président** demande aux ONG quelle est leur position au sujet du renforcement des organes conventionnels et du processus mis en place avec la création d'un groupe de

travail par l'Assemblée générale. Ces efforts de coordination sont-ils reçus favorablement ou perçus comme une menace pour les comités spécialisés et indépendants?

69. **M^{me} Jeannin** (FIACAT) dit qu'une des principales inquiétudes suscitées par le processus lancé à New York concerne la place des ONG dans le mécanisme mis en place. Une communication des ONG sur ce sujet a été publiée en mars; elle contient quatre recommandations pour faciliter la participation des ONG à ce processus.

70. **M. Huhle** dit que pendant le semestre écoulé depuis la première session du Comité et malgré les cas de disparition forcée constatés, le Comité n'a reçu aucune communication que ce soit au titre de l'article 30 ou de l'article 31 de la Convention. Cela tient certainement en partie au fait que le Comité n'a pas encore publié ses procédures relatives à l'enregistrement des communications émanant de particuliers au titre de ces deux articles, ce qui sera chose faite à l'issue de la session. De plus, la Convention et le rôle du Comité ne sont pas encore bien connus des victimes et des ONG. Quoi qu'il en soit, le Comité dépend fortement des ONG, canaux habituels pour recevoir des communications émanant de particuliers.

71. **M^{me} Meraz** (Organisation mondiale contre la torture (OMCT)) dit que l'OMCT commencera dès cette année à promouvoir la présentation de communications au Comité au titre des articles 30 et 31. Elle accueille avec satisfaction l'élaboration de directives pour la présentation de cas de disparition forcée.

72. **Le Président** dit que dès la fin de la session en cours, le Comité publiera très vite des informations sur le site Web du Comité. Les choses vont très vite: un des premiers États à avoir signé la Convention a récemment subi un coup d'état. Pour savoir si cet événement a entraîné des disparitions forcées, il faut évidemment observer la situation sur le terrain.

La première partie (publique) de la séance prend fin à 12 h 50.